



Et pourquoi pas local?

Les violences basées sur le genre, les organisations de défense des droits des femmes et l'occasion manquée du COVID-19

Résumé

La pandémie de COVID-19 a eu un effet dévastateur sur la sécurité des femmes et des filles dans des situations d'urgence humanitaire déjà complexes. Les mesures de réduction des risques visant à empêcher la propagation du virus, notamment les confinements et les restrictions de mouvement, ont entraîné des perturbations spécifiques et graves dans la vie des femmes et des filles. Ces éléments ont également intensifié les défis opérationnels liés à la fourniture de services de lutte contre la violence basée sur le genre (VBG), ce qui, dans des contextes humanitaires complexes, était déjà une entreprise ardue.

Au cours des premiers mois de la pandémie, on espérait sincèrement que le COVID-19 servirait d'accélérateur à la mise en œuvre de la solution locale, notamment en augmentant le financement direct et le partage du pouvoir avec les organisations locales de défense des droits des femmes. En pratique, bien que les organisations de défense des droits des femmes aient assumé des responsabilités supplémentaires en matière de mise en œuvre pendant la période de pandémie, les bailleurs internationaux et les agences multilatérales se sont appuyés sur leurs modes de financement habituels. Les organisations de défense des droits des femmes ne sont pas suffisamment consultées lors de la conception des interventions humanitaires et ne reçoivent que de petites quantités de financement par projet. Cette pratique les limite et ne permet pas de soutenir leurs structures organisationnelles ou les interventions essentielles qui protègent les femmes et les filles dans leurs communautés.

Le financement humanitaire international concernant les interventions en matière de VBG n'atteint jamais les niveaux requis par les prestataires de services, même lorsque les défenseurs des droits des femmes ont demandé un soutien supplémentaire lors des confinements effectués pendant la crise du COVID-19, qui ont augmenté le risque de VBG. Au moment de la rédaction de ce rapport, seulement 16,7% des demandes de financement pour la lutte contre les violences basées sur le genre ont été satisfaites. En effet, la lutte contre les VBG dans les contextes humanitaires continue d'être gravement sous-financée et insuffisamment prioritaire.

Ce rapport fournit de nouvelles preuves et s'appuie sur des recherches de politiques antérieures menées par le International Rescue Committee (IRC), qui depuis des années appelle à une attention urgente aux besoins et aux priorités des femmes et des filles dans les crises

humanitaires. S'appuyant sur les cadres existants - notamment l'Appel à l'action pour la protection contre la VBG dans les situations d'urgence, le Forum Génération Égalité et le "Grand Bargain" - nous appelons les acteurs humanitaires à respecter leurs engagements et à accorder une plus grande priorité aux interventions en matière de VBG dans les crises humanitaires. En outre, le rapport nous oblige à poser la question " Pourquoi pas au niveau local ?". Nous devons réformer le système pour parvenir à une répartition plus équitable du pouvoir, y compris avec les organisations féministes et les organisations de femmes, qui sont en première ligne pour fournir des services vitaux aux femmes et aux filles touchées par la crise dans leur contexte. Le pouvoir décisionnel doit être partagé avec les organisations de femmes et d'enfants afin qu'elles puissent jouer un rôle actif dans l'élaboration des politiques et des pratiques qui les affectent, elles et leurs communautés. Enfin, les organisations internationales doivent veiller à ce que des mesures de redevabilité soient mises en place afin de permettre un suivi -cohérent du financement orienté vers les interventions en matière de VBG et spécifiquement les organisations de femmes.

**GET INVOLVED
SPREAD THE WORD
VOLUNTEER
DONATE**

**RESCUE-UK.ORG
+44 (0)203 983 2727**